

Distribution: générale

Date: 27 mars 2018

Original: anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.A/201/8-A/4/DRAFT

Questions opérationnelles – Plans stratégiques
de pays

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Projet de plan stratégique de pays – Philippines (2018-2023)

Durée	1 ^{er} juillet 2018–30 juin 2023
Coût total pour le PAM	33 033 498 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Au cours de la dernière décennie, les Philippines ont accompli d'énormes progrès dans les domaines économique, social et du développement humain, mais des problèmes chroniques doivent encore être surmontés pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et, en particulier, l'objectif de développement durable 2. Parmi ces problèmes figurent la forte prévalence de la malnutrition chronique, la vulnérabilité face aux risques naturels et au changement climatique, et l'instabilité dans le sud du pays.

Le Plan de développement des Philippines pour 2017–2022 prépare le terrain en vue de l'élaboration des politiques et programmes gouvernementaux. Les objectifs de ce plan, comme l'élimination de la malnutrition infantile, vont dans le sens de l'établissement de politiques et de directives directement liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi qu'à l'objectif de développement durable 2. En coordination avec le Gouvernement philippin, sous la direction de l'Autorité nationale économique et de développement, le système des Nations Unies met actuellement au point le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2019–2023), afin d'harmoniser ses efforts avec les priorités nationales.

En 2016, le PAM a commandé un examen indépendant qui a mis en évidence les obstacles à la réalisation de l'objectif de développement durable 2 ainsi que les potentialités. Le rapport sur cette étude, intitulé "Examen stratégique: la sécurité alimentaire et la nutrition aux Philippines", a servi de point de départ pour engager un dialogue avec les ministères et les institutions nationales, convenir de l'appui que le PAM pouvait apporter et définir un plan stratégique pour les Philippines.

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaastrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaastrud@wfp.org

M. S. Gluning
Directeur de pays
courriel: stephen.gluning@wfp.org

Le plan stratégique pour les Philippines (2018–2023) a pour objet de réduire la malnutrition et de renforcer la résilience des populations vulnérables. Le PAM collaborera avec le Gouvernement en vue d'améliorer les structures d'intervention et les cadres directeurs grâce aux effets directs stratégiques suivants:

- *Effet direct stratégique 1:* Les personnes touchées par une crise aux Philippines peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant une situation d'urgence et immédiatement après.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2022, les femmes, les garçons et les filles vivant dans les provinces jugées prioritaires par le Gouvernement ont un régime alimentaire sain et adéquat afin de réduire la malnutrition, conformément aux objectifs nationaux.
- *Effet direct stratégique 3:* D'ici à 2022, la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés vulnérables de la région de Mindanao s'améliorent, conformément aux objectifs du Gouvernement.
- *Effet direct stratégique 4:* D'ici à 2022, les capacités des autorités locales et nationales sont renforcées, afin de réduire la vulnérabilité aux chocs.

Le plan stratégique de pays décrit les activités que le PAM mènera en partenariat avec ses principaux homologues gouvernementaux, aux niveaux national et régional, pour faciliter le transfert de connaissances concernant les solutions au problème de la faim, tout en maintenant sa capacité à prêter son concours aux pouvoirs publics dans les situations d'urgence, le cas échéant.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour les Philippines (2018-2023) (WFP/EB.A/2018/8-A/4), pour un coût total pour le PAM de 33 033 498 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Les Philippines sont un archipel composé de plus de 7 000 îles, qui compte 26 zones agro-écologiques exposées à des risques géologiques et hydrométéorologiques. Selon l'indice mondial de risque, les Philippines sont classées au troisième rang parmi les pays les plus exposés aux effets potentiels du changement climatique. Elles font partie des pays à revenu intermédiaire depuis 2009 et, avec une croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) de plus de 6 pour cent pendant cinq années consécutives, elles occupent la dixième place au niveau mondial parmi les pays à la croissance économique la plus rapide. Le Gouvernement s'est fixé pour objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2022. Les Philippines comptent une population de 104 millions d'habitants.
2. Malgré cette croissance économique soutenue, les Philippines connaissent de multiples disparités sur le plan social et économique et entre les sexes; par ailleurs, la faim et la malnutrition persistent et se sont même aggravées ces dernières années. Selon le Rapport sur le développement humain de 2016 du Programme des Nations Unies pour le développement, le pays était classé au 116^{ème} rang sur 188 pays, et il ressortait des trajectoires finales des objectifs du Millénaire pour le développement que de lourdes contraintes minaient la capacité nationale à répondre aux besoins de base en matière de développement humain, notamment au niveau local. Par conséquent, le pays a rencontré des difficultés pour atteindre ses objectifs dans plusieurs domaines prioritaires.
3. Il était indiqué dans le rapport mondial sur les disparités entre hommes et femmes de 2016 établi par le Forum économique mondial que les Philippines accomplissaient des progrès dans la réduction de l'écart entre les hommes et les femmes, et se plaçaient au premier rang en Asie avec une note de 0,786 (1 étant la note la plus élevée). Parallèlement, les Philippines étaient classées au 96^{ème} rang sur 159 pays selon l'indice des inégalités de genre de 2015. Ces progrès ont été réalisés grâce aux bons résultats obtenus concernant les taux d'alphabétisation, l'achèvement des cycles d'études primaires, secondaires et tertiaires et l'espérance de vie.
4. S'agissant du développement, la Région autonome musulmane de Mindanao est la région du pays la plus mal classée en termes de développement humain et de niveau de vie. Cette situation s'explique en partie, et est aggravée, par la violence armée et l'insécurité humaine, facteurs qui renforcent le cycle intergénérationnel des conflits et du sous-développement. Les normes culturelles sont un autre obstacle aux possibilités offertes aux femmes sur le plan sociopolitique et des moyens d'existence, et le recours et l'accès aux services sociaux de base sont limités. Seul un petit nombre de femmes sont représentées dans les organes exécutifs, législatifs et judiciaires, et elles n'ont donc guère la possibilité d'influer sur les politiques et la prise de décisions. En outre, la mise en œuvre de l'Accord global de 2014 sur le Bangsamoro reste incomplète, ce qui aggrave les incertitudes qui pèsent sur la région et le risque d'une nouvelle explosion de violence et d'extrémisme.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

5. *Garantir l'accès à la nourriture:* Selon l'indice de la faim dans le monde de 2017, les Philippines n'ont pas réussi à confirmer l'amélioration des résultats obtenus: la faim jugée "grave" en 2015 avait été qualifiée de "modérée" en 2016. En 2017, la situation de la faim dans le pays a été de nouveau jugée "grave", ce qui le place au 68^{ème} rang sur 119 pays¹. En moyenne, 21,6 pour cent des Philippines vivent en dessous du seuil de pauvreté nationale, parmi lesquels 34,3 pour cent d'agriculteurs, 34 pour cent de pêcheurs et 31,4 pour cent d'enfants. Les difficultés d'accès à une alimentation adéquate, qui sont très fréquentes dans la Région autonome musulmane de Mindanao, se sont aggravées à cause des prix élevés du riz, l'aliment de base, ainsi que des inégalités entre les sexes, des risques naturels et du conflit armé prolongé. Moins de 20 pour cent des garçons et des filles âgés de 6 à 23 mois consomment des aliments nutritifs en quantité

¹ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, indice de la faim dans le monde de 2017.

suffisante. D'après le Rapport mondial sur les disparités entre hommes et femmes de 2017 établi par le Forum économique mondial, l'incidence de la pauvreté est particulièrement élevée chez les travailleurs agricoles, composés majoritairement de femmes, qui représentent 61 pour cent de la main-d'œuvre exerçant des activités agricoles. Le travail des enfants est également très répandu dans le secteur agricole, avec une proportion d'environ 35 pour cent de filles.

6. *Fin de la malnutrition*: Les Philippines n'ont pas atteint la cible de l'objectif du Millénaire pour le développement visant à réduire de moitié la malnutrition infantile d'ici à 2015, et leurs résultats en matière de nutrition accusent un retard par rapport à leurs voisins de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Le taux de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est de 33,4 pour cent, avec une prévalence plus élevée chez les garçons (34,4 pour cent) que chez les filles (32,5 pour cent). Les niveaux d'émaciation, qui sont restés pratiquement inchangés en 20 ans, atteignent actuellement 7,1 pour cent, avec une prévalence plus élevée chez les garçons (7,8 pour cent) que chez les filles (6,4 pour cent). L'émaciation est légèrement plus répandue chez les enfants d'âge scolaire, avec un taux global de 8,4 pour cent (9 pour cent de garçons et 7,8 pour cent de filles). D'après l'enquête nationale sur la nutrition menée en 2015 aux Philippines, le retard de croissance et l'émaciation des enfants sont beaucoup plus fréquents dans la Région autonome musulmane de Mindanao (45,2 pour cent) que dans l'ensemble du pays (8,2 pour cent).
7. Un quart (24,8 pour cent) des filles et des femmes enceintes et allaitantes sont vulnérables sur le plan nutritionnel. Les carences en micronutriments sont en recul, mais la prévalence de l'anémie ferriprive chez les nourrissons reste élevée (40 pour cent)². Même dans le quintile de richesse le plus élevé, les taux de malnutrition des filles et des garçons restent élevés (par exemple, 13 à 14 pour cent de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans).
8. Parmi les causes sous-jacentes du retard de croissance et de la malnutrition infantile figurent la malnutrition maternelle, les mauvaises pratiques en matière de santé et d'alimentation et un accès insuffisant à des aliments nutritifs abordables: 81 pour cent des enfants n'ont pas un régime alimentaire minimal acceptable. D'autres facteurs interviennent: le nombre croissant de grossesses chez les adolescentes, l'accès limité aux soins de santé et autres services, les inégalités structurelles, le faible niveau d'instruction, l'accès inadéquat ou insuffisant à l'eau potable et les mauvaises conditions d'hygiène.
9. *Doubler la productivité et les revenus des petits exploitants*: le secteur agricole assure quelque 20 pour cent du produit national et emploie environ un tiers de la main-d'œuvre du pays³, une famille sur quatre étant tributaire de l'agriculture pour sa subsistance. La contribution de ce secteur au PIB est en recul, et la croissance moyenne de la productivité de la main-d'œuvre, qui s'est élevée à 2,9 pour cent par an au cours des trois dernières années, est inférieure à celle enregistrée dans les secteurs de l'industrie et des services. Les petits exploitants ne bénéficient pas de l'information et de la formation nécessaires pour interpréter les fluctuations du marché, ni du capital et des moyens logistiques pour les opérations après récolte dont ils ont besoin pour accroître leur production et entreprendre des activités à valeur ajoutée, afin de développer et améliorer leurs moyens d'existence économiques. En outre, le conflit armé et les événements liés au changement climatique, comme les sécheresses et les typhons, conjugués à l'absence d'infrastructures pour les opérations après récolte ou à leur insuffisance, ont contribué au recul de la production de ce secteur.
10. Selon l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition, une meilleure harmonisation des programmes nationaux permettrait d'améliorer la productivité des petits exploitants, l'accès aux marchés, les chaînes d'approvisionnement entre les exploitations et les marchés et la disponibilité d'aliments nutritifs et abordables. De ce fait, de meilleurs résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition seraient obtenus grâce aux programmes. Les programmes qui pourraient être harmonisés sont les suivants: le programme de lutte contre la faim du Département des affaires sociales et du développement, le programme d'autosuffisance

² Enquête nationale de 2015 sur la nutrition menée par l'Institut de recherche sur l'alimentation et la nutrition.

³ Selon les statistiques ventilées par sexe établies pour 2017 par l'Autorité de la statistique des Philippines, le taux de participation à la main-d'œuvre est de 49,3 pour cent pour les femmes et de 77,9 pour cent pour les hommes.

alimentaire du Département de l'agriculture et l'appui apporté par le Département de la réforme agraire à la lutte contre la pauvreté dans les communautés visées par la réforme agraire.

11. *Garantir des systèmes de production alimentaire durables*: Situées dans la Ceinture de feu du Pacifique, les Philippines sont particulièrement exposées aux aléas naturels, surtout les tremblements de terre, les typhons et les risques volcaniques, qui aggravent tous la vulnérabilité des systèmes alimentaires nationaux. De même, les effets de plus en plus préjudiciables du changement climatique (y compris les effets à évolution lente) ont des incidences qui diffèrent selon le sexe en raison des inégalités entre hommes et femmes, ce qui aggrave ces disparités et entrave le développement d'un système alimentaire durable. Il ressort de l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition que les distorsions du commerce, l'inefficacité de la logistique, les pertes après récolte et les pratiques de commercialisation non compétitives ont pour effet cumulatif de pousser les prix des denrées alimentaires à la hausse au détriment des consommateurs pauvres, tout en faisant baisser les revenus agricoles. En outre, la mise en application des politiques d'enrichissement des aliments et la promotion d'aliments complémentaires enrichis pour les jeunes enfants, accessibles et abordables, prennent du retard. AmBisyon Natin 2040 (AmBisyon 2040), le projet du Gouvernement pour éliminer la pauvreté dans le pays d'ici à 2040, est centré sur les politiques agricoles et les échanges commerciaux stratégiques et vise à renforcer la concurrence du marché et à réduire la complexité de la réglementation.

Environnement macroéconomique

12. L'économie des Philippines est l'une des plus dynamiques et à la croissance la plus rapide d'Asie; elle est étroitement liée à l'ASEAN. Les Philippines président actuellement l'ASEAN et continuent de promouvoir des politiques commerciales et des relations extérieures solides avec les pays membres de l'ASEAN. Le taux d'emploi des hommes et des femmes a atteint en 2017 son niveau le plus élevé de la décennie, à savoir 94,4 pour cent de la population économiquement active⁴, mais le chômage reste également important, avec un taux de 16,3 pour cent. Entre 2011 et 2015, une augmentation des revenus a été observée dans le pays, ce qui a permis d'accroître les crédits alloués aux services sociaux en vue de réduire les inégalités, et de relever de 77 pour cent le montant annuel réel par habitant consacré en moyenne aux infrastructures par rapport à la décennie précédente. Les envois de fonds des quelque 12 millions de Philippins (un peu plus de femmes que d'hommes) qui vivent et travaillent à l'étranger représentent environ 10 pour cent du PIB.

Principaux liens intersectoriels

13. La sécurité alimentaire et la nutrition aux Philippines sont intrinsèquement liées aux éléments suivants: pauvreté et protection sociale (ODD 1); santé (ODD 3); éducation (ODD 4); égalité entre les sexes (ODD 5); innovation (ODD 9); inégalités (ODD 10); villes (ODD 11); mesures axées sur le climat (ODD 13); et paix (ODD 16). Le Gouvernement reconnaît combien il est complexe de réaliser l'ODD 2, et il considère que les ODD 1 et 2 sont les objectifs prioritaires du programme énoncé dans son Plan de développement des Philippines. En raison de la persistance de la faim et de la malnutrition, le pays n'a pas atteint la cible de l'objectif du Millénaire pour le développement qui visait à réduire de moitié la malnutrition chez les enfants d'ici à 2015.
14. *Pauvreté*. Selon les données du Gouvernement, l'incidence de la pauvreté dans l'ensemble des Philippines a été ramenée de 26,3 pour cent en 2009 à 21,6 pour cent en 2015. Elle atteint toujours 30 pour cent en milieu rural, où les agriculteurs sont plus touchés que les autres habitants, et les femmes plus que les hommes. La part de l'agriculture de subsistance a également diminué, passant de 10,9 pour cent à 8,1 pour cent au cours de la même période. Toutefois, les prix des denrées alimentaires ont subi une forte inflation, au détriment des démunis, qui dépensent environ 41,9 pour cent de leur budget pour se nourrir. La croissance économique reste donc inégale: les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté n'ont pas entraîné des améliorations comparables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et les hommes et les femmes n'en ont pas profité

⁴ D'après l'enquête sur la population active réalisée en 2017 par l'Autorité de la statistique des Philippines, 77 pour cent des hommes de plus de 15 ans font partie de la population active, contre 46 pour cent des femmes.

équitablement. Il convient de noter que dans le Plan de développement des Philippines pour 2017–2022, il est indiqué que la croissance économique doit davantage profiter à tous; ce plan vise à réduire l'incidence de la pauvreté à 20 pour cent en milieu rural et à 15 pour cent dans l'ensemble des Philippines d'ici à 2022.

15. *Problématique hommes-femmes.* Malgré les progrès accomplis, les inégalités entre les sexes persistent en matière de perspectives économiques et d'émancipation politique et dans la sphère domestique. Le taux de participation des femmes à la population active est de 53 pour cent contre 81 pour cent pour les hommes, le taux d'emploi étant de 46,6 et de 73,1 pour cent respectivement. Outre le manque de possibilités d'emploi productif, le fait que les travaux domestiques et les activités de soins non rétribués soient essentiellement effectués par des femmes continue de freiner leur accès aux emplois rémunérés. De plus, les femmes n'ont pas autant tiré profit de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté que les hommes, car elles continuent d'avoir un accès limité au crédit, n'exercent pas de contrôle sur les sources de revenus productives et ne prennent pas part à la prise de décisions.
16. *Éducation.* Les taux de scolarisation et de poursuite des études sont parmi les plus élevés de la région. Il existe toutefois d'importantes disparités géographiques et socioéconomiques (la Région autonome musulmane de Mindanao accuse un retard pour tous les indicateurs gouvernementaux relatifs à l'éducation). Un enseignement de qualité médiocre ou limité est un obstacle à la mobilité économique et est corrélé avec le mauvais état nutritionnel des familles.
17. *Paix et sécurité.* Il est reconnu dans le Plan de développement des Philippines pour 2017–2022 que la croissance économique actuelle ne peut s'inscrire dans la durée, en vue de l'obtention du statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, que si la paix et la stabilité sont assurées durablement. Des efforts sont déployés actuellement pour mettre en œuvre les accords et les plans de paix en suspens, notamment le Plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité, mais il faut s'employer à promouvoir et accélérer le processus de paix et combler l'écart en matière de développement socioéconomique qui existe dans les zones de conflit. Une communauté stable qui reste digne pendant les négociations est un élément essentiel pour assurer durablement le succès des initiatives de paix.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

18. Malgré d'abondantes ressources humaines et naturelles qui permettraient au pays de résoudre les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment grâce à des mesures visant à atténuer et gérer les catastrophes naturelles et à y faire face, les Philippines continuent d'être confrontées à une série de problèmes et de défis liés à la faim. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition a mis en évidence les principaux problèmes et lacunes liés à la faim ci-après:
 - Des lacunes dans la planification et un manque de cohérence en matière d'orientations dans les principaux plans de développement locaux et nationaux.
 - Des lacunes dans la gouvernance et la prestation de services, domaines dans lesquels les structures de gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition ne sont pas en mesure de dépasser les chevauchements et la fragmentation des investissements et des actions des divers intervenants, tant locaux que nationaux.
 - L'insuffisance des ressources consacrées à la résolution des problèmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et donc à la réalisation de l'ODD 2.
 - Des lacunes dans l'application des programmes nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition, en particulier en ce qui concerne l'ampleur de la couverture, le ciblage et la pérennité.
 - Une responsabilisation insuffisante car, en raison de la dispersion des activités relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, il est difficile d'exiger le respect des dispositions dans le cadre des mécanismes existants.
 - Des systèmes alimentaires peu réactifs à cause des distorsions du commerce, de l'inefficacité de la logistique, des pertes après récolte et du manque de compétitivité des politiques et des pratiques de commercialisation.

19. Outre les problèmes mis en évidence à l'issue de l'examen stratégique, la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est aggravée par les risques liés au climat (20 à 30 typhons chaque année), par l'instabilité provoquée par le conflit entre le Gouvernement et les groupes armés d'insurgés, et par les inégalités entre les sexes. L'inégalité d'accès à l'emploi, aux ressources et aux services sociaux et les pratiques culturelles augmentent la probabilité que les femmes souffrent de la faim. Dans le centre de Mindanao, du fait des inégalités entre les sexes dans l'accès aux débouchés et aux services, les hommes ont beaucoup plus de possibilités d'entreprendre des activités qui leur assureront des revenus plus élevés. Les disparités spatiales les plus persistantes sont également constatées dans la Région autonome musulmane de Mindanao, où sévit l'une des insurrections les plus longues du monde.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

20. Le Plan de développement des Philippines pour 2017-2022 est ancré dans AmBisyon 2040, qui est conforme au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce plan, le premier de quatre plans à moyen terme visant à concrétiser AmBisyon 2040, contient des renseignements détaillés sur la démarche de développement du pays. Il comporte trois groupes de piliers stratégiques (renforcer le tissu social, procéder à des transformations réduisant les inégalités et augmenter la croissance potentielle) et un groupe de stratégies ou de fondements pluridisciplinaires relatifs au développement durable, qui ont tous pour objet des jeter des bases solides en vue d'une croissance plus inclusive, d'une société résiliente et fondée sur une grande confiance, et d'une économie du savoir compétitive au niveau mondial. Le Plan de développement des Philippines pour 2017-2022 est également fondé sur la Grande charte nationale des femmes.
21. Le Plan de développement des Philippines pour 2017-2022 va dans le sens des ODD, tout particulièrement les ODD 1, 2 et 17. Le Gouvernement estime que la sécurité alimentaire est une obligation morale qui impose de mettre à la disposition des Philippines des aliments abordables. Le budget national de 2018, d'un montant de 3 360 milliards de pesos philippins (67,1 milliards de dollars), a été approuvé: les services sociaux en absorbent la plus grande partie (37,8 pour cent), suivis du secteur des services économiques (30,6 pour cent); 106,9 milliards de pesos philippins (2,1 milliards de dollars) sont consacrés à l'agriculture, la foresterie et la pêche.
22. Le Gouvernement philippin a été l'un des 22 premiers pays à réaliser un examen national volontaire portant sur les ODD. Cet examen a appelé l'attention sur les aspirations du pays, qui souhaite assurer la sécurité alimentaire en donnant la priorité à cette question dans le programme législatif.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

23. Le bilan commun de pays réalisé par l'équipe de pays des Nations Unies en septembre 2017 a indiqué que plusieurs facteurs négatifs perturbent les trajectoires de développement du Gouvernement et les angles d'attaque possibles pour l'aide apportée par l'équipe de pays: de graves déficiences dans le développement du capital humain, des limitations en matière de capacités nationales, des menaces contre la paix sociale et une mauvaise appréciation des impacts à évolution lente du changement climatique. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2019-2023 sera par conséquent axé sur les populations, la paix, la planète et la prospérité, qui seront les priorités absolues, tiendra compte des stratégies du Plan de développement des Philippines pour 2017-2022 et soutiendra le Programme 2030. Les activités du système des Nations Unies seront fondées sur les principes suivants: humanité, droits de l'homme, égalité entre les sexes et autonomisation des femmes; développement durable et résilience; ne laisser personne de côté; et obligation de rendre des comptes.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

24. Le PAM a rétabli sa présence aux Philippines en 2006 à la demande du Gouvernement qui souhaitait bénéficier d'un soutien dans les provinces de Mindanao touchées par le conflit, en particulier Maguindanao, Lanao del Norte, Lanao del Sur, Cotabato et Sultan Kudarat. Le PAM

a axé son appui sur des interventions immédiates et à court terme visant à remédier à l'insécurité alimentaire et aux inégalités entre les sexes dans les communautés de la Région autonome musulmane de Mindanao touchées par le conflit, ainsi que sur le renforcement des mesures prises par le Gouvernement pour faire face aux aléas naturels, qui sont indispensables dans l'ensemble du pays.

25. Au départ, le PAM a commencé à intervenir en apportant une assistance alimentaire humanitaire aux communautés touchées par le conflit et les catastrophes naturelles, mais au fil du temps, il a élargi ses activités pour prêter appui à ces mêmes communautés pendant la transition vers la paix et le redressement, moyennant des activités de création d'actifs, d'alimentation scolaire et de supplémentation alimentaire. Au cours des années, le PAM a cherché à : concevoir un programme mieux ciblé et destiné à transformer les relations entre les sexes; définir des modèles de mise en œuvre des programmes qui s'inscrivent dans une démarche globale; lorsque cela est possible, coordonner les programmes, les projets et les ressources afin d'optimiser les résultats, surtout à l'échelle locale et au niveau des communautés, en se fondant sur les résultats de l'évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement 200296, qui suggéraient d'intégrer les activités relatives à la réduction des risques de catastrophe et aux moyens d'existence dans les plans locaux et l'établissement des profils de risques; et adopter une approche plus globale des repas scolaires moyennant des activités de conseil technique et une sensibilisation dans les divers domaines de la nutrition.
26. L'évaluation humanitaire interinstitutionnelle de l'intervention d'urgence de niveau 3 menée en 2014 à la suite du typhon Haiyan, et l'évaluation des transferts monétaires dans des contextes humanitaires réalisée par la Banque mondiale, ont indiqué que tous les acteurs devaient améliorer leurs dispositifs de préparation aux catastrophes naturelles et leurs méthodes d'intervention en cas d'urgence de grande ampleur, notamment en ce qui concerne les évaluations des besoins, l'analyse des interventions, la coordination et l'obtention de données probantes. L'évaluation de la Banque mondiale a également souligné que tous les intervenants devaient harmoniser leurs approches et mettre à profit et améliorer les dispositifs nationaux d'intervention en cas de catastrophe naturelle existants. Une évaluation décentralisée plus récente de l'appui apporté par le PAM en vue de renforcer les capacités de préparation aux catastrophes et d'adaptation au changement climatique a conclu que le PAM avait atteint son objectif et qu'il apportait un soutien durable et pertinent, en phase avec les politiques et les priorités du Gouvernement.
27. Non seulement le PAM a eu recours au programme national de protection sociale et de filets de sécurité pour assurer ses transferts de type monétaire pendant les situations d'urgence, mais il a également collaboré systématiquement avec ses divers homologues gouvernementaux pour apporter son soutien en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, moyennant la coordination des activités, la gestion des chaînes d'approvisionnement, les évaluations de la sécurité alimentaire et la cartographie de la vulnérabilité.

2.2 Potentialités pour le PAM

28. Le Gouvernement philippin, qui est entré en fonction relativement récemment, assume entièrement la responsabilité de son programme de développement et de la réalisation des ODD. Conscient de ce fait, et compte tenu des conclusions de l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition et des consultations préliminaires avec ses partenaires, notamment le Gouvernement et la société civile, le PAM exploitera les possibilités stratégiques suivantes dans le cadre du présent plan stratégique de pays (PSP).
29. *Mettre à profit les principales activités en cours en vue de renforcer l'impact*: cette possibilité est offerte au PAM grâce à la vaste expérience qu'il a acquise en apportant son soutien aux gouvernements dans le cadre de l'assistance humanitaire, du redressement rapide et du développement pendant les diverses catastrophes naturelles ou causées par l'homme des dix dernières années, y compris le conflit en cours dans le Mindanao. Par ailleurs, le PAM se mobilise en faveur du Conseil national de la nutrition et lui prête son soutien pour ce qui est des approches spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle, et il apporte une assistance technique et un appui au Conseil national pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe en vue de renforcer l'adaptation au changement climatique ainsi que la réduction et la gestion des risques de catastrophe au niveau local.

30. *Explorer de nouvelles possibilités stratégiques:* Les consultations menées récemment avec le Gouvernement et avec la Région autonome musulmane de Mindanao, semblent indiquer qu'il pourrait être possible pour le PAM d'aider à l'avenir les partenaires de développement et les homologues gouvernementaux compétents à mettre en œuvre le Plan de développement des Philippines pour 2017–2022. Il s'agira de travailler en partenariat avec la Banque mondiale et le Département des affaires sociales et du développement pour mettre en place des filets de sécurité réactifs face aux chocs, et d'intensifier la collaboration avec le Département de l'environnement et des ressources naturelles pour les questions d'adaptation au changement climatique, avec les autorités de la Région autonome musulmane de Mindanao et avec le Département des affaires sociales et du développement, en tant que fournisseur de services relatifs à la chaîne d'approvisionnement. De même, le PNUAD, des partenariats plus solides avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et le mouvement Renforcer la nutrition (SUN), qui a été relancé, offriront de nouvelles possibilités au PAM de mieux définir et soutenir les politiques et programmes intersectoriels en matière de sécurité alimentaire et de nutrition qui visent à faire évoluer les relations entre hommes et femmes.
31. Le PAM sera en mesure, avec ses partenaires, d'influer sur la paix et le développement aux Philippines dans l'intérêt des femmes, des hommes, des filles et des garçons.

2.3 Réorientations stratégiques

32. Le PSP, qui est fondé sur un examen stratégique national, fait fond sur la collaboration engagée depuis 10 ans avec le Gouvernement philippin dans le centre de Mindanao et sur les interventions face à des situations d'urgence de moyenne ou de grande ampleur. Il vise à harmoniser les activités du PAM avec le Plan de développement des Philippines pour 2017-2022 et avec le Plan de développement régional de la Région autonome musulmane de Mindanao pour 2017–2022, et à aider le Gouvernement à atteindre l'ODD 2.
33. L'assistance alimentaire devrait être maintenue aux Philippines, mais l'occasion est donnée au PAM de renforcer les capacités locales et nationales nécessaires en vue d'investir en faveur de programmes de sécurité alimentaire durables et susceptibles de faire évoluer les relations entre les sexes, et de les mettre en œuvre, dans le contexte de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique aux fins de la paix et de la stabilité. Sur la période de six ans couverte par le PSP, le PAM se placera dans une position stratégique qui lui permettra d'abandonner progressivement la mise en œuvre directe en vue d'axer son action sur les activités de plaidoyer, le renforcement des capacités, la prestation de services et l'assistance technique dans le prochain PSP.
34. S'appuyant sur les recommandations de l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le PAM mettra l'accent sur le renforcement des structures locales de gouvernance, des plans et des allocations budgétaires, afin de faire en sorte que la collaboration intersectorielle soit efficace et que la priorité soit donnée à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Il s'agira notamment de recommander qu'une attention et des ressources suffisantes soient accordées à la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, condition nécessaire pour atteindre les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le PAM aidera en outre le Gouvernement à améliorer la coordination multisectorielle.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

35. Le présent PSP a pour objet d'aider les Philippines à atteindre les ODD 2 et 17 d'ici à 2030. Le PAM apportera son appui au Gouvernement philippin dans le contexte plus large du Plan de développement des Philippines pour 2017–2022 et d'AmBisyon 2040. Concrètement, s'agissant de Mindanao, la mise en œuvre du PSP visera à contribuer à la paix et au développement en général dans la région. Cette réorientation fondamentale fait suite à des consultations avec les autorités de la Région autonome musulmane de Mindanao et les autres partenaires de développement, qui se sont félicités de l'importance accordée à la sécurité alimentaire et à la nutrition et à leur contribution à la paix et la stabilité en général. Se fondant sur l'analyse du contexte ci-dessus, le bureau de pays se concentrera sur quatre effets directs stratégiques

interdépendants axés sur les interventions en cas de crise et de situation d'urgence (effet direct stratégique 1), la réduction de la malnutrition (effet direct stratégique 2), la sécurité alimentaire et la nutrition dans la Région autonome musulmane de Mindanao (effet direct stratégique 3) et le renforcement des capacités d'adaptation en vue de gérer les risques de catastrophe et le changement climatique (effet direct stratégique 4). Des questions transversales, à savoir la préservation de l'environnement, les inégalités entre les sexes, la protection et la responsabilité à l'égard des populations touchées, seront traitées au titre de tous ces effets directs stratégiques.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par une crise aux Philippines peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant une situation d'urgence et immédiatement après

36. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de l'objectif du Plan national de réduction et de gestion des risques de catastrophe pour 2011–2028, qui consiste à assurer la protection de la vie et à répondre aux besoins de subsistance de base des populations touchées, en se fondant sur des critères acceptables, pendant une catastrophe et immédiatement après. Il va également dans le sens de l'objectif du Plan de développement des Philippines pour 2017–2022, qui vise à distribuer des secours à toutes les personnes victimes d'aléas naturels et de catastrophes causées par l'homme.
37. Le PAM maintiendra sa capacité à faire face aux besoins des populations touchées par une crise concernant la sécurité alimentaire et la nutrition et à répondre aux divers besoins et priorités des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Le PAM étendra et développera les activités entreprises par le Gouvernement pour faire face à une crise, le cas échéant, mais il ne dirigera pas les interventions.
38. Pendant la mise en œuvre de ce PSP, le PAM continuera d'apporter une assistance technique au Gouvernement philippin et de contribuer à la conception d'un programme gouvernemental de protection sociale davantage axé sur la prévention de la faim et l'évolution des relations entre hommes et femmes, qui prend en compte toute la gamme des besoins avant, pendant et après une situation d'urgence, au titre de l'effet direct stratégique 4. Le PAM réduira ses distributions directes de vivres pendant la période couverte par le PSP.

Domaines d'action privilégiés

39. Cet effet direct stratégique atténuera les effets préjudiciables d'une catastrophe ou d'un conflit sur la sécurité alimentaire et la nutrition des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Le principal objet de l'activité menée au titre de cet effet direct est de compléter la capacité d'intervention du Gouvernement en cas de crise.

Produits escomptés

40. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les garçons, les filles, les hommes et les femmes ciblés, victimes d'aléas naturels ou de chocs et de perturbations d'origine humaine, reçoivent des vivres et/ou des espèces en quantité suffisante pour répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base et adopter des pratiques nutritionnelles saines.
 - Les enfants de moins de 5 ans et les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés victimes d'aléas naturels ou de chocs et de perturbations d'origine humaine, reçoivent des aliments nutritifs spécialisés en quantité suffisante pour répondre aux besoins nutritionnels propres à leur âge.

Activités essentielles

Activité 1: Apporter une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle non assortie de conditions aux communautés touchées par une crise à la suite d'aléas naturels ou de chocs et de perturbations d'origine humaine, par le biais des filets de sécurité ou des partenaires du Gouvernement

41. Le PAM maintiendra sa capacité à épauler le Gouvernement dans ses interventions d'urgence, en s'appuyant sur l'expérience acquise en aidant les pouvoirs publics à faire face à diverses catastrophes. Les dispositions prises viseront à soutenir les programmes de protection sociale existants du Département des affaires sociales et du développement et consisteront à renforcer, s'il y a lieu, les mesures gouvernementales suivantes: distributions de vivres, transferts de type monétaire, activités de redressement rapide à court terme, repas scolaires d'urgence et fourniture d'aliments nutritifs spécialisés, associés à des messages indispensables en matière de santé et de nutrition sur des sujets comme les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Le PAM continuera à recommander d'améliorer la teneur nutritionnelle du colis alimentaire familial et de répondre aux besoins physiologiques des filles et des femmes enceintes et allaitantes, ainsi que des enfants âgés de 6 à 59 mois.
42. L'assistance du PAM tiendra compte des conditions sociales générales et des questions de protection, ainsi que des besoins particuliers des personnes handicapées. Conformément aux Directives nationales harmonisées sur le développement et la problématique hommes-femmes, l'intervention du PAM visera à remédier aux inégalités entre les sexes, car elles sont liées à la réduction et à la gestion des risques de catastrophe.
43. Le PAM prête son concours au Conseil national pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe et collabore avec le Bureau de la défense civile, le Département des affaires sociales et du développement, le Département de la santé, le Département de l'éducation et d'autres organismes d'exécution selon le cas, ainsi qu'avec les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires et le secteur privé. Le PAM appuiera le Département des affaires sociales et du développement, en tant que chef de file du module chargé des articles alimentaires et non alimentaires et du module des télécommunications d'urgence, et le Bureau de la défense civile en tant que chef de file du module de la logistique. En outre, le PAM collaborera avec les structures de l'équipe de pays pour l'action humanitaire pour ce qui est des modules de la sécurité alimentaire, des télécommunications d'urgence, de la logistique et de la protection, et il continuera d'investir en faveur des mesures minimales de préparation afin de garantir une capacité d'intervention immédiate.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, les femmes, les garçons et les filles vivant dans les provinces jugées prioritaires par le Gouvernement ont un régime alimentaire sain et adéquat afin de réduire la malnutrition, conformément aux objectifs nationaux

44. Cet effet direct stratégique va dans le sens des efforts déployés au niveau national en vue de réduire les taux de retard de croissance et d'émaciation chez les enfants et de ramener les carences en micronutriments à des niveaux inférieurs aux seuils significatifs dans une perspective de santé publique, ainsi qu'il est énoncé dans le Plan d'action des Philippines pour la nutrition 2017–2022. Ce plan d'action fait partie intégrante du Plan de développement des Philippines pour 2017–2022 et prend en compte l'ODD 2 et les engagements pris par le pays lors de l'Assemblée mondiale de la santé.
45. Pendant la mise en œuvre de ce PSP, le PAM centrera ses efforts sur l'appui institutionnel et la production de données probantes, en prévision de la cessation graduelle de toutes ses activités opérationnelles dans les futurs PSP. La démarche du PAM consistera à abandonner progressivement la mise en œuvre directe pour aider le Gouvernement à donner l'envergure voulue aux solutions et aux programmes fondés sur des données factuelles.
46. Cet effet direct stratégique prend appui sur les activités nutritionnelles entreprises par le PAM et sur les liens qu'il a noués pour affirmer son rôle dans la mise en œuvre du programme des Philippines en matière de nutrition. Il contribue également à la réalisation de la cible 2 de l'ODD2 et à l'obtention du résultat stratégique 2 du PAM.

Domaines d'action privilégiés

47. Au titre de cet effet direct, le PAM vise à remédier aux causes sous-jacentes de la malnutrition infantile, parmi lesquelles le manque de réactivité des systèmes alimentaires, l'insuffisance des capacités institutionnelles, une législation inadéquate (par exemple, le programme national d'alimentation scolaire), une mauvaise coordination, un manque de responsabilisation et la convergence des inégalités en matière de nutrition et entre les sexes.

Produits escomptés

48. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les femmes, les filles et les garçons tirent profit d'une législation, de politiques, de programmes et de technologies plus cohérents, axés spécifiquement sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle, au niveau régional et national, grâce à l'assistance technique et aux données factuelles fournies au Gouvernement pour qu'il assure un régime alimentaire sain et suffisant aux groupes vulnérables.
 - Les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les garçons et les prestataires de soins (y compris les hommes) ciblés bénéficient d'actions de communication destinée à faire évoluer la société et les comportements et d'aliments nutritifs appropriés, améliorent leurs connaissances, leurs attitudes et leurs pratiques en matière de nutrition et sont mis en relation de manière efficace avec les services d'autres secteurs.

Activités essentielles

Activité 2: Apporter une assistance directe et une assistance technique, recueillir des données factuelles et recommander d'assurer un régime alimentaire sain et suffisant aux groupes les plus vulnérables, moyennant des interventions multisectorielles axées spécifiquement sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle

49. Faisant fond sur ses compétences techniques globales, le PAM effectuera en collaboration avec ses principaux partenaires une analyse, y compris une analyse différenciée par sexe, des nutriments qui manquent dans le régime alimentaire philippin et des difficultés sous-jacentes d'ordre social, comportemental et commercial rencontrées pour avoir accès à une alimentation nutritive et adaptée à l'âge; il donnera des conseils sur des stratégies peu coûteuses permettant de remédier aux lacunes mises en évidence. Compte tenu des conclusions de cette analyse, le PAM aidera le Gouvernement et les homologues à apporter les modifications recommandées à la législation, aux politiques et aux stratégies relatives aux programmes. Il existe plusieurs angles d'attaque possibles: le partenariat contre la faim, les programmes de repas scolaires, les programmes de protection sociale et les systèmes agricoles et de santé.
50. Le PAM mettra en place un modèle fondé sur des données factuelles en vue de réduire la malnutrition dans les zones où l'accès à un régime alimentaire adapté à l'âge n'est pas garanti. Le PAM distribuera chaque mois des aliments nutritifs spécialisés aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants âgés de 6 à 23 mois, parallèlement aux services de santé assurés régulièrement dans la Région autonome musulmane de Mindanao, et il financera une documentation complète sur les enseignements tirés afin d'éclairer les autres programmes. Les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les autres personnes chargées des soins aux enfants recevront une éducation nutritionnelle et prendront connaissance de messages qui appellent l'attention sur les responsabilités conjointes, tandis que les prestataires de services de santé participeront à des activités visant à renforcer leur capacité à diffuser des messages en faveur de l'égalité des sexes et d'une nutrition adaptée à l'âge et à assurer le suivi de la croissance.
51. Le PAM aidera à examiner les difficultés et les possibilités que présente le système alimentaire, y compris la chaîne d'approvisionnement en aliments nutritifs spécialisés, et à définir, en collaboration avec le secteur privé et la société civile, les modalités les plus économiques et équitables pour répondre aux besoins nutritionnels des plus vulnérables, en particulier pendant les 1 000 premiers jours de la vie. Il faudra pour ce faire tenir compte des divers contextes, notamment humanitaire, et des liens avec les effets directs stratégiques 1 et 4. Les produits alimentaires locaux, les aliments de base enrichis et les aliments spécialisés enrichis seront

utilisés en fonction des besoins et selon les indications figurant dans la stratégie de passation des marchés.

52. Conscient qu'il est nécessaire de consolider les liens essentiels entre les divers secteurs, le PAM mettra l'accent sur l'appui apporté au Gouvernement philippin au niveau national et dans la Région autonome musulmane de Mindanao en vue de renforcer la cohérence des programmes et des plans et de les harmoniser. Afin d'encourager une approche multisectorielle solide de la nutrition, le PAM collaborera avec ses partenaires traditionnels, tels que le Département de la réforme agraire, le Département de l'éducation, le Département de l'intérieur et des collectivités locales, le Département de la santé, le Département des affaires sociales et du développement et l'Autorité nationale de l'économie et du développement, et avec des organisations de la société civile et le Réseau SUN. Pour favoriser la participation du secteur privé, le PAM appuiera la création dans le pays d'un Réseau SUN du secteur privé.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2022, la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés vulnérables de la région de Mindanao s'améliorent, conformément aux objectifs du Gouvernement

53. Au titre de cet effet direct stratégique, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la partie du pays touchée par le conflit, le PAM appuiera la mise en œuvre du cadre stratégique du Gouvernement pour la paix et le développement dans le Mindanao, du Plan national d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité, des priorités en matière de développement de l'Autorité pour le développement de Mindanao et du Plan régional de développement de la Région autonome musulmane de Mindanao pour 2017–2022.
54. Au cours de la mise en œuvre de ce PSP, le PAM tirera parti des liens qu'il a établis de longue date, notamment avec les autorités de la Région autonome musulmane de Mindanao, et il abandonnera l'exécution directe des activités au profit du renforcement des plans, structures et capacités des institutions locales et régionales. Éprouvée par le conflit armé, les aléas naturels et les inégalités persistantes entre les sexes, la Région autonome musulmane de Mindanao est la région la plus pauvre du pays; l'incidence de la pauvreté y atteint 53 pour cent et le taux de retard de croissance 45 pour cent, et le secteur de l'éducation accuse un retard par rapport à tous les indicateurs de performance.
55. Cet effet direct stratégique contribuera à la réalisation de la cible 9 de l'ODD 17 et au résultat stratégique 5 du PAM, ainsi qu'aux ODD 5 et 16. Il crée des effets de synergie avec le renforcement des capacités, qui vise à améliorer la réduction et la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique au titre de l'activité 4. Cet effet direct contribue également à la réalisation des cibles 1 et 2 de l'ODD 2, et est étroitement lié aux activités facilitant les interventions face à une crise et la réduction de la malnutrition, s'agissant notamment dans ce dernier cas de la coordination multisectorielle de l'alimentation scolaire et de la supplémentation alimentaire.

Domaines d'action privilégiés

56. Au titre de cet effet direct, le PAM s'attachera à renforcer la résilience des personnes, des ménages et des communautés en remédiant aux inégalités, aux incohérences et aux lacunes dans les capacités, en ce qui concerne la mise en œuvre et le suivi des plans et programmes régionaux de réduction de la pauvreté, et en favorisant la convergence.

Produits escomptés

57. Le produit suivant permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les hommes, les femmes, les garçons et les filles vulnérables bénéficient des moyens, outils et compétences renforcés dont disposent les autorités locales et régionales pour répondre à leurs besoins alimentaires, en vue de favoriser la paix et le développement.

Activités essentielles

Activité 3: Aider le Gouvernement de la Région autonome musulmane de Mindanao et les autorités locales à répondre de manière équitable aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition de toutes les catégories de la population, afin de promouvoir et consolider la paix et le développement

58. Le PAM axera les activités qu'il mènera avec la Région autonome musulmane de Mindanao sur un processus type visant à faire évoluer les relations entre les sexes, aux fins de la sécurité alimentaire et de la nutrition, dès le démarrage et jusqu'à l'achèvement de projets communautaires inclusifs. Il faudra pour ce faire améliorer la planification et la mise en œuvre multisectorielles, participatives et centrées sur les bénéficiaires, de programmes gouvernementaux dans lesquels l'exécution directe par le PAM sera limitée. Le PAM apportera une assistance technique axée dans l'ensemble sur la consolidation de la paix, en tenant compte des inégalités entre les sexes, des lacunes dans les capacités d'adaptation au changement climatique, de l'utilisation durable des terres d'un point de vue environnemental et des facteurs saisonniers.
59. À des fins de démonstration et d'intégration ultérieure dans les plans locaux d'investissement, s'agissant notamment d'appliquer à la sécurité alimentaire et à la nutrition des modalités de planification et de budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes, le PAM apportera une assistance alimentaire directe à petite échelle pour soutenir des initiatives communautaires, telles que la création d'actifs et l'alimentation scolaire visant à faire évoluer les relations entre les sexes, en insistant particulièrement sur le renforcement des rôles joués et de la prise de décisions par les femmes dans la chaîne de valeur. Le PAM réorientera toutefois ses activités pour travailler principalement avec les communautés, en vue de faciliter leur accès au soutien apporté par le biais des diverses initiatives gouvernementales en faveur de la paix, la réduction de la pauvreté et la protection sociale. S'il y a lieu, le PAM contribuera également à mettre en évidence et créer des liens avec des projets plus importants financés par les partenaires de développement, afin que la nutrition soit davantage prise en compte en vue d'atteindre les objectifs du Plan d'action des Philippines pour la nutrition 2017–2022.
60. Au niveau régional, le PAM investira en vue d'améliorer l'analyse et le suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui tiendront compte de la problématique hommes-femmes et des groupes vulnérables, y compris les personnes handicapées. Le PAM aidera le Gouvernement à développer les capacités de manière générale, notamment en matière d'analyse et de suivi de la sécurité alimentaire, en concevant un plan de développement détaillé et en renforçant l'aptitude des pouvoirs publics à mettre en œuvre ce plan, avec pour ultime objectif l'élimination de la faim.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, les capacités des autorités locales et nationales sont renforcées, afin de réduire la vulnérabilité aux chocs

61. Au titre de cet effet direct, le PAM aidera le Gouvernement à atteindre les objectifs du Plan de développement des Philippines pour 2017–2022, à savoir assurer à tous les Philippins une protection sociale universelle qui favorise la transformation, et renforcer les capacités d'adaptation et la résilience des écosystèmes. Le PAM aidera à mettre en œuvre la feuille de route pour la réduction des risques de catastrophe et pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets (2018–2022), l'accent étant mis sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
62. Cet effet direct stratégique témoigne de la convergence des activités en cours, qui vise à mettre en place des modalités intégrées et globales pour renforcer la résilience des communautés et les interventions des structures locales et nationales en cas de situation d'urgence. Se fondant sur les recommandations du Sommet mondial de l'action humanitaire et conformément aux conclusions de l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le PAM abandonnera les activités fragmentées qu'il a menées ces dernières années en mettant l'accent sur les résultats, et soutiendra le Gouvernement dans les efforts qu'il déploie pour accroître les capacités d'adaptation des personnes, des ménages et des communautés et appliquer des mesures d'atténuation visant à faire évoluer les relations entre les sexes, afin d'éviter toute détérioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

63. Les activités entreprises au titre de cet effet direct stratégique mettent à profit l'expérience que le PAM a acquise en aidant le Gouvernement à se préparer à une catastrophe de moyenne ou grande ampleur et à y faire face. Le PAM, qui dirige le module de la logistique, développera et renforcera les dispositifs nationaux de coordination des modules d'action groupée mobilisés dans le cadre des interventions face à une catastrophe, pour ce qui est de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, et il abandonnera progressivement la prestation directe de services.

Domaines d'action privilégiés

64. Cet effet direct porte principalement sur le renforcement de la résilience des institutions et des communautés vulnérables face aux crises et chocs futurs, moyennant des activités de renforcement des capacités. Il tient compte des problèmes de gouvernance, des lacunes dans la prestation de services, du manque de réactivité des systèmes alimentaires et des bouleversements liés au climat et autres chocs.

Produits escomptés

65. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes vulnérables touchées par le changement climatique ou par d'autres catastrophes naturelles ou causées par l'homme bénéficient de la mise en œuvre de politiques, plans et programmes locaux et nationaux d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe, qui contribuent à transformer les relations entre les sexes et prévoient des services climatiques et des filets de sécurité réactifs face aux chocs aux fins d'une préparation efficace à l'impact des chocs, sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de l'atténuation de leurs effets aux niveaux individuel, familial et communautaire.
 - Les personnes touchées par une catastrophe bénéficient des services améliorés relatifs à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information et des communications qui sont assurés par le Gouvernement et le PAM à leurs partenaires, selon les besoins, afin d'apporter en temps voulu une assistance ciblée, équitable et efficace.

Activités essentielles

Activité 4: Soutenir les capacités locales et nationales de réduction et de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique

66. Pour aider les communautés à devenir résilientes face au changement climatique et aux catastrophes, il faut investir en faveur des capacités d'adaptation des communautés et des personnes vulnérables, soutenir une gestion des ressources naturelles respectueuse de l'environnement, garantir une chaîne d'approvisionnement et de distribution des produits alimentaires solide, assurer l'accès à l'information sur le climat et les aléas naturels et renforcer les capacités institutionnelles. Le PAM apportera son appui aux municipalités vulnérables dans les provinces qui sont exposées à une forte insécurité alimentaire et aux aléas naturels, en renforçant leurs capacités de réduction et de gestion des risques de catastrophe. Cette activité vise à mettre en place des bureaux locaux pleinement opérationnels pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe, qui seront en mesure de se préparer aux aléas naturels, d'en atténuer les effets et d'y faire face, et d'éviter la détérioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en associant toutes les parties et en contribuant à transformer les relations entre les sexes.
67. Le PAM investira dans un dispositif d'alerte rapide disponible en temps utile et tenant compte du contexte, et dans le financement de filets de sécurité réactifs face aux chocs au niveau national. Il s'agira notamment de renforcer les capacités nationales nécessaires pour mieux associer et utiliser les prévisions météorologiques, dans l'optique d'une préparation en amont des catastrophes. Le PAM appuiera la construction d'infrastructures d'urgence locales, les activités d'atténuation des inondations et la gestion des ressources côtières et hydriques, et il examinera comment les activités pourraient tenir davantage compte de la nutrition. Le PAM travaillera avec les communautés pour faire en sorte que leurs plans locaux de réduction et de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique répondent comme il convient aux divers besoins et priorités des femmes, des hommes, des filles et des garçons en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Au niveau national, le PAM travaillera avec le Conseil national pour

la réduction et la gestion des risques de catastrophe en vue d'améliorer l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition avant et après un choc, notamment en opérant systématiquement une différenciation par sexe et par âge, et de faire en sorte que cette analyse permette de mettre en œuvre en temps voulu une intervention adéquate et équitable. Toutes les activités prendront en compte les questions liées à la problématique hommes-femmes qui découlent de la mise en œuvre, en prêtant une attention particulière aux personnes handicapées. Le PAM fera fond sur sa collaboration précédente avec le Gouvernement, en mettant l'accent sur le lien entre l'alerte rapide, l'intervention précoce et le financement, afin d'essayer d'influer sur l'élaboration des politiques.

Activité 5: Renforcer et développer les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise du Gouvernement et des partenaires, afin d'y inclure les chaînes d'approvisionnement et les télécommunications d'urgence

68. Le PAM développera et renforcera la composante des mécanismes nationaux de coordination d'urgence relative à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, dirigée par le Bureau de la défense civile, afin de réduire progressivement le niveau de prestation directe des services par le PAM. Pendant la mise en œuvre du PSP, le PAM commencera à prêter son concours pour l'élaboration d'une feuille de route sur la chaîne d'approvisionnement dans le cadre de la préparation aux catastrophes et de l'intervention en cas de crise. En outre, le PAM s'assurera que le programme de gestion de la chaîne d'approvisionnement en cas de catastrophe est progressivement intégré aux politiques de réduction et de gestion des risques de catastrophe et que les capacités humaines sont renforcées.
69. Le PAM continuera à collaborer avec le Conseil national pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe afin de faciliter la mobilisation des ressources, eu égard à leur disponibilité, fiabilité et obtention en temps voulu, en tirant parti des possibilités offertes par le secteur privé en expansion rapide, d'une façon équitable au niveau social qui favorise l'égalité des résultats.
70. Le PAM apportera également un soutien technique direct au mécanisme national de coordination dans le cadre des modules de la logistique, des télécommunications d'urgence et de la sécurité alimentaire, dans le but de renforcer les capacités nationales nécessaires pour faire face de manière inclusive aux aléas naturels et aux crises provoquées par l'homme.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

71. Le PAM continuera d'axer son action sur l'ODD 2 et de recommander aux autorités nationales et régionales d'intégrer les questions de sécurité alimentaire et de nutrition dans l'ensemble de leurs programmes de développement. Le PSP a pour objet de permettre au PAM d'aider le Gouvernement philippin à réaliser l'ODD 2 et de se retirer dès que cet objectif sera atteint. Ce PSP est le premier d'une série de trois qui sont harmonisés avec les plans de développement des Philippines, actuel et futurs, et avec l'objectif national que représente la réalisation d'AmBisyon 2040. Chaque PSP se situera dans le prolongement du précédent et sera lié sur le plan stratégique avec les priorités et les objectifs du Gouvernement, à mesure que la situation évolue avec la diminution des inégalités structurelles et l'établissement de jalons précis pour le transfert des responsabilités.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

72. Dans le cadre de ce PSP, le PAM ciblera directement les bénéficiaires (niveau 1) au titre des activités 1, 2 et 3, tandis que l'ensemble de la population (niveau 3) bénéficiera de l'amélioration des politiques et des programmes au titre des activités 2, 3, 4 et 5.
73. Pendant les interventions en cas de crise, le PAM sélectionnera les hommes, les femmes, les garçons et les filles conjointement avec le Département des affaires sociales et du développement et les autorités locales. Cette sélection reposera sur des considérations relatives à l'égalité entre les sexes et la protection et sur le système de carte familiale d'accès à l'assistance en cas de catastrophe. Pour l'appui de type monétaire, le PAM s'en remettra dans une large mesure au dispositif de ciblage de la protection sociale du Gouvernement, qui inclut les pauvres et, plus récemment, les familles proches de la pauvreté. Le PAM s'emploiera avec ses partenaires, y

compris l'UNICEF, à soutenir le dispositif national de ciblage si besoin est. Une approche globale sera adoptée pour prévenir la malnutrition chez les garçons et les filles âgés de 6 à 59 mois et chez les filles et les femmes enceintes et allaitantes.

74. Dans la Région autonome musulmane de Mindanao, le PAM aidera avant tout les autorités locales à effectuer l'analyse de la vulnérabilité en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et le ciblage. Dans les communautés démunies et vulnérables, où les ressources financières locales sont limitées, le PAM ciblera toutes les filles et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les enfants âgés de 6 à 23 mois, les élèves du primaire et les enfants d'âge préscolaire, par le biais de repas scolaires et de la supplémentation alimentaire.
75. Dans les mêmes communautés de la Région autonome musulmane de Mindanao, le PAM appuiera également les activités de création d'actifs en appliquant son approche à trois niveaux. La sélection des bénéficiaires sera effectuée, selon des critères arrêtés conjointement à l'avance, par des comités communautaires locaux composés de représentants des différents secteurs, auxquels les femmes et les hommes participeront sur un pied d'égalité. Le bureau de pays utilise le système SCOPE⁵ comme outil de gestion des bénéficiaires.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activité	Femmes et filles	Hommes et garçons	Total
1	Distribution générale de vivres	9 800	10 200	20 000
	Transferts de type monétaire	9 800	10 200	20 000
	Supplémentation alimentaire généralisée (filles et femmes enceintes et allaitantes)	940		940
	Supplémentation alimentaire généralisée (enfants âgés de 6 à 59 mois)	1 170	1 260	2 430
2	Supplémentation alimentaire (filles et femmes enceintes et allaitantes)	8 000		8 000
	Supplémentation alimentaire (enfants âgés de 6 à 23 mois)	5 800	6 200	12 000
3	Repas scolaires	21 700	23 300	45 000
	Assistance alimentaire pour la création d'actifs	9 800	10 200	20 000

⁵ SCOPE est le système de gestion de l'identité des bénéficiaires du PAM et des aides qu'ils reçoivent. SCOPE est utilisé pour gérer l'identité des bénéficiaires, leurs droits et les critères de ciblage, et pour les intégrer dans les instructions et les cycles de distribution. Il peut être adapté et ajusté à tous les contextes et interventions et fonctionne avec ou sans connexion, grâce à ses moyens en ligne et hors ligne. SCOPE peut être utilisé pour toutes les modalités de transfert du PAM, y compris les transferts de type monétaire (bons-valeur ou espèces), les transferts en nature et les bons-produits, et offre la possibilité d'enregistrer les bénéficiaires avec leurs données biométriques; ceci réduit la duplication des identités et garantit que l'assistance sera apportée à la bonne personne.

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ								
	Effet direct stratégique 1				Effet direct stratégique 2		Effet direct stratégique 3	
Activité	1				2		3	
Type de bénéficiaire	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 1
Modalité	Distribution générale de vivres	Transferts de type monétaire	Supplémentation alimentaire généralisée (filles et femmes enceintes et allaitantes)	Supplémentation alimentaire généralisée (enfants âgés de 6 à 59 mois)	Supplémentation alimentaire (filles et femmes enceintes et allaitantes)	Supplémentation alimentaire (enfants âgés de 6 à 23 mois)	Assistance alimentaire pour la création d'actifs	Repas scolaires
Céréales	333						333	150
Aliments nutritifs spécialisés	30		92	92	50	20		
Total kcal/jour	1 199		492	492	275	108	1 199	150
% de kcal d'origine protéique	32		19	19	10	4	32	15
% kcal d'origine lipidique	3		53	53	28	11	3	1
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)		0,27						
Nombre de jours d'alimentation	30	30	30	30	360	360	90	160

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	4 227	1 962 340
Légumes secs	0	0
Huile et matières grasses	0	0
Aliments composés et mélanges	513	1 590 300
Autres	0	0
Total (produits alimentaires)	4 740	3 552 640
Transferts de type monétaire		800 000
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	4 740	4 352 640

76. Afin de combler les déficits par rapport aux besoins alimentaires, précédemment, le PAM a fourni des vivres et assuré des transferts de type monétaire aux personnes vulnérables dans le centre de Mindanao, et à la suite des catastrophes dans l'ensemble du pays. Ces deux modalités d'assistance ont contribué à la réalisation de l'objectif du PAM, à savoir améliorer le score de consommation alimentaire et la diversité de l'alimentation des groupes cibles. Néanmoins, dans le cadre du PSP,

le PAM actualisera les évaluations des besoins et les analyses des interventions pertinentes, afin d'évaluer de nouveau les modalités de transfert et de déterminer celles qui sont les plus appropriées pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons.

77. L'assistance alimentaire distribuée dans le centre de Mindanao est subordonnée à la participation aux activités de création ou de remise en état d'actifs communautaires ou aux améliorations apportées à la chaîne de valeur alimentaire. La programmation des moyens d'existence saisonniers et la planification participative communautaire, effectuées avec les services des collectivités locales et les membres des communautés, permettront d'établir quels sont les projets les plus appropriés et durables, en tenant compte des intérêts et des besoins spécifiques des femmes (en particulier les femmes chefs de famille), des hommes, des filles et des garçons. Lorsque cela est possible, le PAM établira des liens avec les programmes existants du Gouvernement et aura recours aux transferts uniquement pour compléter les initiatives des autorités locales. L'analyse environnementale permettra de s'assurer que les activités de création d'actifs sont conçues dans le respect de l'environnement et que tout risque à cet égard est évité ou atténué.
78. Le PAM fournit le riz utilisé pour le menu des repas scolaires, qui assure une alimentation équilibrée composée de produits provenant des communautés locales, notamment des légumes, des fruits et, parfois, de la volaille ou des produits laitiers. Le PAM étudiera plus avant la possibilité de fournir du riz enrichi en fer et/ou de compléter les repas avec des suppléments à base de micronutriments.
79. Les filles et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les enfants âgés de 6 à 23 mois, recevront les aliments nutritifs spécialisés recommandés. Le PAM continuera de travailler en adaptant la technologie locale afin d'aider les communautés à faire leurs achats dans le pays, en essayant de remédier aux inégalités économiques.
80. Le PAM intégrera dans toutes ses activités de transfert, de vivres ou de type monétaire, les questions relatives à la problématique hommes-femmes et à la protection, y compris les risques de violence sexiste et les besoins des personnes handicapées. Il s'agira notamment de suivre les questions de sécurité alimentaire et de nutrition dans le cadre des plans communautaires relatifs à la problématique hommes-femmes et au développement.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

81. Le renforcement des capacités dans le domaine de la protection sociale est une constante dans toutes les activités. Le PAM appuiera la révision du cadre de protection sociale dans le pays et visera à faire une large place à la nutrition et à améliorer la réactivité face aux chocs. Le cadre national de réduction des risques de catastrophe s'appuie sur les services de protection du système de sécurité sociale, et ce secteur est chargé de diriger les interventions humanitaires en cas de catastrophe naturelle ou d'origine humaine. Le PAM mettra l'accent sur les évaluations des besoins, l'application à plus grande échelle des transferts de type monétaire et la chaîne d'approvisionnement alimentaire.
82. Malgré une croissance économique continue au niveau macro, en 2016, les Philippines ont été classées au 71^{ème} rang sur 160 pays selon l'indice de performance logistique de la Banque mondiale, alors qu'elles occupaient la 44^{ème} place sur 155 pays en 2010; elles accusent également un retard par rapport à d'autres pays à revenu intermédiaire de l'ASEAN comme le Viet Nam et l'Indonésie. Cette situation témoigne du niveau de développement relativement faible des solutions concernant les chaînes d'approvisionnement dans l'ensemble du pays, qui restent très centralisées.
83. Le PAM mettra à disposition ses compétences spécialisées pour apporter aux autorités nationales et régionales un soutien en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe, conformément à la feuille de route des Philippines pour le secteur des transports multimodaux et de la logistique, concernant un plan directeur national pour la chaîne d'approvisionnement et la logistique; la mise en place d'un programme de développement des compétences à l'échelle du pays; le respect des normes et accords internationaux; et une opération de rationalisation des politiques relatives à la logistique mises en œuvre par divers organismes gouvernementaux. Ainsi, le PAM contribuera à améliorer la capacité des acteurs nationaux à se préparer aux

catastrophes naturelles et à y faire face dans les domaines de la logistique, des chaînes d'approvisionnement et des télécommunications d'urgence.

84. Le PAM favorisera la coopération Sud-Sud en se fondant sur l'expérience que les Philippines ont acquise en promouvant des initiatives au sein de la communauté de pratique de l'ASEAN dans le domaine de la logistique. Le PAM a travaillé avec le Centre de coordination de l'ASEAN pour l'assistance humanitaire sur la gestion des catastrophes et l'a aidé à élaborer sa feuille de route sur la logistique de l'assistance en cas de catastrophe, qui est associée au plan national proposé pour les Philippines, moyennant des échanges immédiats des enseignements tirés dans les domaines de la planification de la chaîne d'approvisionnement, de l'élaboration des programmes nationaux et du partage des bonnes pratiques.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

85. Les Philippines sont un vaste archipel qui compte de nombreux ports internationaux. La qualité des services logistiques est assez bonne et le PAM gère des accords à long terme avec différents sous-traitants pour garantir la livraison des produits alimentaires en temps voulu. Toutefois, étant donné l'insuffisance de l'infrastructure et la forte instabilité, les sous-traitants disponibles et fiables sont peu nombreux, en particulier dans la Région autonome musulmane de Mindanao, et les autres solutions qui s'offrent au PAM renchérissent les coûts et allongent les délais.
86. Grâce à l'appui constant de ses donateurs stratégiques, le PAM a pu préserver sa capacité de réaction face aux crises en prépositionnant les produits alimentaires et l'équipement nécessaires pour compléter les interventions du Gouvernement. Au cours de la mise en œuvre du PSP, cette composante évoluera vers une forme plus inclusive de partenariat avec les homologues nationaux, dans le cadre d'un vaste volet de renforcement des capacités nationales propre à faire évoluer les relations entre les sexes, tenant compte des enseignements tirés de l'intervention réalisée après le passage du typhon Haiyan, et transposant au plan opérationnel les préceptes du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) relatifs à l'égalité des sexes et à la participation des personnes handicapées et des jeunes.
87. L'assistance alimentaire fournie au titre du présent PSP se compose essentiellement de riz disponible sur le marché international, que le PAM s'est procuré dans la région à des prix abordables. Le marché de l'Asie du Sud-Est offre des délais relativement courts et un meilleur rapport qualité-prix que les marchés locaux qui sont soumis à une forte régulation et maintiennent les prix du riz, une céréale stratégique pour les pays, à des niveaux élevés.
88. Le PAM achètera des aliments nutritifs spécialisés sur le marché international en attendant que des produits locaux respectant les normes de qualité du PAM soient commercialisés à des prix concurrentiels.
89. À l'image du module de la logistique du Comité permanent interorganisations, le Gouvernement des Philippines a adapté et institutionnalisé les structures de coordination nationales qui sont codirigées par les pouvoirs publics et des partenaires internationaux. Le Bureau de la protection civile dirige le module de la logistique avec le PAM à ses côtés. En tant que fournisseur de services logistiques de dernier recours, le PAM continuera d'assurer ces services auprès du Gouvernement et de la communauté humanitaire dans son ensemble dans le cadre de ce dispositif.
90. Des accords de prestation de services ont également été passés avec d'autres partenaires humanitaires, qui font du PAM un prestataire de choix pour le transport, l'entreposage, l'appui aux opérations de terrain, la gestion de l'information et la formation.

4.4 Télécommunications d'urgence

91. Si les réseaux de communication des opérateurs locaux sont relativement bons en zone métropolitaine, l'infrastructure est insuffisante en zone rurale dans tout l'archipel. Étant donné la nature des catastrophes naturelles, tous les réseaux de communication fixes sont vulnérables: le Gouvernement et le PAM en sont conscients et les enseignements tirés de l'intervention menée après le passage du typhon Haiyan le confirment. Cet état de choses, conjugué à la fréquence des catastrophes naturelles, exige qu'une capacité d'intervention rapide indépendante soit disponible à tout moment dans tout le pays pour assurer les télécommunications d'urgence.

92. Grâce à l'appui de ses donateurs stratégiques, le PAM a pu renforcer les systèmes de télécommunication d'urgence dans certains services des administrations locales des zones les plus exposées à des catastrophes pour compléter les interventions du Gouvernement en cas de crise. Au cours de la mise en œuvre du PSP, cette composante de secours évoluera pour prendre la forme plus inclusive d'un partenariat avec des homologues nationaux, en vue d'améliorer la rapidité d'intervention dans le secteur des télécommunications d'urgence.
93. Le Département des affaires sociales et du développement dirige le module des télécommunications d'urgence avec le PAM à ses côtés. En cas de demande d'assistance internationale, le PAM sera immédiatement appelé à déclencher son intervention. En tant que fournisseur de services de télécommunications d'urgence de dernier recours, le PAM continuera d'assurer ces services auprès du Gouvernement et de la communauté humanitaire dans son ensemble dans le cadre de ce dispositif.

4.5 Partenariats

94. Le PAM collaborera avec les donateurs gouvernementaux, des institutions financières internationales, des entités du secteur privé, des universités, des ONG et d'autres organismes des Nations Unies pour mobiliser des fonds et obtenir les connaissances techniques et les compétences nécessaires à la réalisation des effets directs stratégiques et des activités s'y rapportant. En outre, conformément aux ODD 2 et 17, le PAM coopérera avec des partenaires stratégiques et opérationnels pour assurer la protection des personnes et promouvoir l'égalité des sexes et améliorer ainsi la sécurité alimentaire et la nutrition parmi les communautés bénéficiaires de son aide.
95. Jusqu'à présent, les principaux partenaires du PAM ont été le Département des affaires sociales et du développement et le Gouvernement de la Région autonome musulmane de Mindanao; ils ont contribué à fournir un appui aux communautés victimes de conflits et de catastrophes naturelles pour les aider à passer progressivement de la phase des secours à celle de la résilience, et à renforcer les capacités dans les régions du pays sujettes aux catastrophes. Au cours de la mise en œuvre de ce PSP, le PAM renforcera ses relations avec ces deux entités et élargira également ses partenariats avec d'autres ministères clés tels que les départements de l'agriculture, de la réforme agraire, de l'environnement et des ressources naturelles, de l'éducation, de l'intérieur et du gouvernement local, et de la santé, le Bureau de la protection civile, la Commission philippine de la femme et les groupes sectoriels pertinents ainsi que les organes de coordination multisectoriels (Conseil national de réduction des risques et de gestion des catastrophes et le Conseil national de la nutrition) en vue d'atteindre l'ODD 2. Le PAM étudie la possibilité d'établir une commission interorganisations pour la sécurité alimentaire et la nutrition et continuera de collaborer avec l'organe législatif du Gouvernement. Le PAM prévoit de fournir une assistance technique à ces organismes gouvernementaux sauf lorsque les projets sont exécutés à la demande du Gouvernement. Il continuera de mettre en œuvre des projets pilotes pour ses activités essentielles, principalement celles concernant les transferts de type monétaire et les repas scolaires.
96. Le PAM veillera à coordonner son action et à établir des partenariats opérationnels avec les organismes des Nations Unies, notamment avec la FAO pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence et avec l'UNICEF et l'OMS pour réduire la malnutrition chronique.
97. Les relations du PAM avec les ONG et les fondations privées vont de la sous-traitance de services à une collaboration dans le cadre de partenariats stratégiques tels que ceux avec Save the Children et la Fondation philippine de secours en cas de catastrophe. S'agissant du secteur privé, outre la mobilisation de ressources, le PAM s'efforcera d'améliorer la disponibilité d'aliments nutritifs enrichis et plaidera en faveur de l'établissement et du renforcement de partenariats public-privé dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.
98. Outre les partenaires participant à la réalisation des effets directs stratégiques mentionnés plus haut, le PAM collaborera avec la société civile et les organismes de coopération technique de différents pays donateurs. S'agissant des thèmes intersectoriels, le PAM établira des modalités de coordination spéciales, par exemple avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en ce qui concerne les questions de protection et avec le Réseau Genre et développement

et la Commission philippine de la femme pour les questions relatives à la problématique hommes-femmes.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

99. Le bureau de pays mettra au point un plan de suivi, d'examen et d'évaluation qui tienne compte de la problématique hommes-femmes et qui soit conforme au cadre de résultats institutionnels du PAM. En coordination avec le système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, une enquête sur la sécurité alimentaire et la nutrition sera effectuée à trois stades (enquête de référence, à mi-parcours et finale) dans les municipalités ciblées; elle prendra en considération les questions et les indicateurs pertinents ayant trait aux personnes handicapées. Dans la mesure du possible, la collecte des données et le suivi seront effectués conjointement avec les partenaires du Gouvernement et des Nations Unies. Le PAM tiendra compte des indicateurs et des valeurs cibles du PNUAD et ajustera son plan de suivi en conséquence.
100. Des fonds seront alloués pour que le personnel suive la progression des activités. Compte tenu de la priorité accordée au renforcement des capacités, le PAM aura recours aux outils internes les plus récents pour surveiller l'avancement et les résultats des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique, avec l'appui et sous la supervision du bureau régional et du Siège. Si les problèmes de sécurité entraînent des restrictions d'accès, le PAM fera appel à des partenaires coopérants ayant de l'expérience dans le domaine de la collecte des données et du suivi, et connaissant bien la zone géographique d'intervention (problématique hommes-femmes, sensibilités culturelles, géographie et langue utilisée). Dans toute la mesure possible, le bureau de pays aura recours à la technologie pour assurer un suivi à distance.
101. Le PAM établira des rapports réguliers et organisera des discussions avec toutes les parties prenantes pour les informer des résultats et des difficultés rencontrées dans l'exécution des activités, discuter des problèmes et prendre les mesures correctives qui s'imposent. La suite donnée aux conclusions et recommandations d'évaluations antérieures fera l'objet d'un suivi et d'une mise à jour réguliers pour garantir que des mesures correctives soient effectivement prises. On fera chaque année le bilan de la situation pour recueillir les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, faire remonter l'information à la direction et apporter d'éventuels ajustements à la mise en œuvre. Le PAM procédera à un examen à mi-parcours pour informer la direction de l'avancée des activités et éventuellement, procéder à des ajustements sur la base de ses résultats. En 2021, une évaluation décentralisée de l'effet direct stratégique 4 sera réalisée pour éclairer l'orientation stratégique de l'activité de renforcement des capacités du PSP et la corriger. Les résultats de cette évaluation décentralisée serviront aussi à guider l'élaboration du prochain PSP. Une évaluation du portefeuille de pays gérée par le Bureau de l'évaluation du PAM sera effectuée à la fin de la mise en œuvre du présent PSP. Les fonds nécessaires seront affectés à la réalisation de l'évaluation décentralisée, de l'évaluation de portefeuille de pays et de l'examen à mi-parcours.

5.2 Gestion des risques

102. Les activités du PAM aux Philippines reposent sur des mesures de préparation et d'atténuation des risques. Les risques sont régulièrement évalués et atténués dans la mesure du possible, en fonction de la probabilité de leur survenue.

Risques contextuels

103. Les conditions de sécurité à Mindanao sont précaires, notamment dans la Région autonome musulmane de Mindanao; un accord de paix existe, mais il est fragile. Le PAM contrôlera la situation en permanence, respectera scrupuleusement les protocoles de sécurité instaurés par le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies et veillera au respect des normes minimales de sécurité opérationnelle pour assurer la sécurité et la sûreté du personnel.
104. Aux Philippines, les probabilités qu'une catastrophe naturelle survienne sont élevées. Le PSP donne au PAM la capacité de réagir rapidement si on le lui demande. En outre, le PAM s'efforce d'atténuer les effets de ces chocs en renforçant la résilience des communautés ainsi que le système national de gestion des risques de catastrophe. En revanche, il est fort probable qu'en

cas de catastrophe, les activités de développement soient perturbées et que les ressources qui leur sont allouées et l'attention qu'on leur porte soient détournées vers d'autres activités. Le PAM continuera d'appliquer une stratégie solide de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise lui permettant d'être en mesure de réagir rapidement tout en continuant de se concentrer sur la mise en œuvre d'activités non liées à l'urgence.

105. L'éventuelle résolution des problèmes causés par des normes socioculturelles discriminatoires qui imposent aux femmes et aux filles des restrictions d'accès aux services, aux actifs et à l'emploi, passe par une plus grande participation des communautés, la mise en place de politiques et de programmes capables de transformer les relations entre les sexes, et l'application des directives du Gouvernement en matière d'égalité des sexes et de développement.

Risques programmatiques

106. Le PAM compte que le Gouvernement maintienne ses engagements et ses priorités. Toutefois, les changements au sein du Gouvernement et la rapidité de rotation des fonctionnaires, notamment aux niveaux régional, provincial et local, compromettent l'efficacité des activités de renforcement des capacités. Le PAM atténuera ce risque en intégrant les engagements pris par le Gouvernement en faveur de la réalisation de l'ODD 2 dans les plans de développement et d'investissement locaux, en passant les accords nécessaires et en instaurant des activités de renforcement des capacités.
107. Le PAM effectuera des évaluations et un suivi réguliers des risques opérationnels liés aux distributions de produits alimentaires et aux transferts de type monétaire, y compris les risques en matière de protection. Les dispositifs de réclamation et de remontée de l'information seront revus et renforcés le cas échéant pour garantir à toutes les parties prenantes un accès sûr, valider le ciblage, veiller à la bonne conduite du personnel, s'assurer de l'utilisation efficace des ressources et donner suite aux plaintes et aux signalements.
108. L'un des principaux risques est celui de ne pouvoir garantir un financement suffisant. Le PAM s'efforcera de remédier à ce risque en collaborant en permanence avec les donateurs, en renforçant sa stratégie de mobilisation des ressources et en l'actualisant. Il envisagera de réaliser des programmes conjoints lorsque cela sera possible; il coopérera avec d'autres partenaires, élargira sa base de financement pour y inclure des donateurs non habituels tels que des entités du secteur privé et des institutions financières internationales, et s'efforcera d'obtenir des financements auprès de pays entretenant des liens politiques forts avec les Philippines.

Risques institutionnels

109. Pour minimiser les risques institutionnels tels que les détournements et les pertes de numéraire, le PAM fera respecter les règles régissant les achats et les finances, sensibilisera les partenaires coopérants à ses règlements financiers, évaluera les prestataires de services financiers et informera les bénéficiaires des prestations auxquelles ils ont droit et des mécanismes en place pour les obtenir. Le PAM instaurera des systèmes novateurs, comme un système de résolution rapide des problèmes et un mécanisme de remontée de l'information provenant des bénéficiaires qui facilitera la résolution des incidents signalés. Un système et des politiques efficaces en matière de ressources humaines permettront de réduire les risques liés au recrutement et à l'affectation du personnel. Le bureau de pays évaluera la capacité de réaction de son personnel face à l'évolution des priorités; pour faire front au manque de capacités, il dispensera des formations avec l'appui du bureau régional et du Siège.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BESOINS BUDGÉTAIRES ANNUELS (À TITRE INDICATIF) (en dollars)							
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Total
1	807 088	957 754	1 043 720	956 117	1 143 368	106 198	5 014 244
2	808 218	1 767 765	1 375 419	851 870	839 559	270 863	5 913 694
3	1 186 188	2 258 415	1 377 253	1 014 904	780 299	391 795	7 008 854
4	1 081 717	2 737 799	2 972 106	3 507 612	3 449 346	1 348 125	15 096 705
Total	3 883 210	7 721 733	6 768 498	6 330 504	6 212 572	2 116 981	33 033 498

6.2 Perspectives de financement

110. Le budget total du PSP s'établit à 33 millions de dollars. Les effets directs stratégiques conviennent aux donateurs et offrent des possibilités de mobilisation de fonds. Le PAM présente actuellement le PSP aux partenaires de développement et détermine les domaines d'action privilégiés qui correspondent aux objectifs des donateurs. Compte tenu de l'évolution des financements par le passé, le bureau de pays estime qu'il est possible d'obtenir des donateurs traditionnels des fonds pour l'augmentation de la capacité de préparation aux catastrophes, le renforcement des capacités et les activités de secours d'urgence; il pourrait également recevoir des contributions du secteur privé pour les programmes de repas scolaires ainsi que des fonds provenant des mécanismes de financement de l'action climatique. Concernant la région de Mindanao, et plus particulièrement le conflit armé à Marawi, le PAM a obtenu des fonds supplémentaires durant la phase d'intervention et prévoit de continuer à recueillir des contributions durant la phase de redressement. Dans son travail de gestion de ressources, le bureau respectera l'engagement du PAM selon lequel, en 2020, 15 pour cent des crédits totaux des projets devraient être affectés aux activités axées sur l'égalité des sexes.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

111. Le bureau de pays a comme objectif d'obtenir des financements prévisibles, souples, pluriannuels pour garantir la mise en œuvre du PSP. Les Philippines étant un pays à revenu intermédiaire, le bureau de pays s'emploie activement à obtenir des contributions du Gouvernement. Il continuera à tisser des liens solides avec le secteur privé, notamment des partenaires internationaux du PAM présents dans le pays, et avec des fondations privées.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LES PHILIPPINES (2018-2023)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à la nourriture

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par une crise aux Philippines peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant une situation d'urgence et immédiatement après

Catégorie d'effet direct correspondante:

Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Le gouvernement est favorable à l'appui du PAM.

Aucune rupture de la filière d'approvisionnement ni pénurie de ressources ne se produisent.

Les financements sont disponibles et aucun problème de sécurité n'est rencontré.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Activités et produits

1. Apporter une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle non assortie de conditions aux communautés touchées par une crise à la suite d'aléas naturels ou de chocs et de perturbations d'origine humaine, par le biais des filets de sécurité ou des partenaires du Gouvernement (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les garçons, les filles, les hommes et les femmes ciblés, victimes d'aléas naturels ou de chocs et de perturbations d'origine humaine, reçoivent des vivres et/ou des espèces en quantité suffisante pour répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base et adopter des pratiques nutritionnelles saines (A: Ressources transférées)

Les enfants de moins de 5 ans et les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés victimes d'aléas naturels ou de chocs et de perturbations d'origine humaine, reçoivent des aliments nutritifs spécialisés en quantité suffisante pour répondre aux besoins nutritionnels propres à leur âge (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants de moins de 5 ans et les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés victimes d'aléas naturels ou de chocs et de perturbations d'origine humaine, reçoivent des aliments nutritifs spécialisés en quantité suffisante pour répondre aux besoins nutritionnels propres à leur âge (A: Ressources transférées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, les femmes, les garçons et les filles vivant dans les provinces jugées prioritaires par le Gouvernement ont un régime alimentaire sain et adéquat afin de réduire la malnutrition, conformément aux objectifs nationaux

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié causes profondes

Hypothèses

Aucune épidémie majeure n'éclate.

Des ressources complémentaires sont disponibles auprès des organismes partenaires.

Les financements sont disponibles et aucun problème de sécurité n'est rencontré.

Indicateurs d'effet direct

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits**2. Apporter une assistance directe et une assistance technique, recueillir des données factuelles et recommander d'assurer un régime alimentaire sain et suffisant aux groupes les plus vulnérables, moyennant des interventions multisectorielles axées spécifiquement sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les garçons et les prestataires de soins (y compris les hommes) ciblés bénéficient d'actions de communication destinée à faire évoluer la société et les comportements et d'aliments nutritifs appropriés, améliorent leurs connaissances, leurs attitudes et leurs pratiques en matière de nutrition et sont mis en relation de manière efficace avec les services d'autres secteurs (A: Ressources transférées)

Les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les garçons et les prestataires de soins (y compris les hommes) ciblés bénéficient d'actions de communication destinée à faire évoluer la société et les comportements et d'aliments nutritifs appropriés, améliorent leurs connaissances, leurs attitudes et leurs pratiques en matière de nutrition et sont mis en relation de manière efficace avec les services d'autres secteurs (B: Aliments nutritifs fournis)

Les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les garçons et les prestataires de soins (y compris les hommes) ciblés bénéficient d'actions de communication destinée à faire évoluer la société et les comportements et d'aliments nutritifs appropriés, améliorent leurs connaissances, leurs attitudes et leurs pratiques en matière de nutrition et sont mis en relation de manière efficace avec les services d'autres secteurs (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les femmes, les filles et les garçons tirent profit d'une législation, de politiques, de programmes et de technologies plus cohérents, axés spécifiquement sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle, au niveau régional et national, grâce à l'assistance technique et aux données factuelles fournies au Gouvernement pour qu'il assure un régime alimentaire sain et suffisant aux groupes vulnérables (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2022, la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés vulnérables de la région de Mindanao s'améliorent, conformément aux objectifs du Gouvernement

Catégorie d'effet direct
correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses

Les activités sont planifiées conjointement avec le Gouvernement. Tout changement dans la planification, les procédures d'achat et la coopération avec les services des collectivités locales pourrait avoir un impact sur les réalisations et les ressources.

Les homologues gouvernementaux sont disponibles pour la mise en œuvre des activités.

Le Gouvernement a montré son intérêt pour les recommandations visant à améliorer la sécurité alimentaire et est favorable à leur mise en œuvre.

Les financements sont disponibles et aucun problème de sécurité n'est rencontré.

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

3. Aider le Gouvernement de la Région autonome musulmane de Mindanao et les autorités locales à répondre de manière équitable aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition de toutes les catégories de la population, afin de promouvoir et consolider la paix et le développement (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les hommes, les femmes, les garçons et les filles vulnérables bénéficient des moyens, outils et compétences renforcés dont disposent les autorités locales et régionales pour répondre à leurs besoins alimentaires, en vue de favoriser la paix et le développement (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, les capacités des autorités locales et nationales sont renforcées, afin de réduire la vulnérabilité aux chocs

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les activités sont planifiées conjointement avec le Gouvernement et ce dernier est favorable à l'appui du PAM.

Les homologues gouvernementaux sont disponibles pour la mise en œuvre des activités.

Les financements sont disponibles et aucun problème de sécurité n'est rencontré.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Activités et produits

5. Renforcer et développer les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise du Gouvernement et des partenaires, afin d'y inclure les chaînes d'approvisionnement et les télécommunications d'urgence (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les personnes touchées par une catastrophe bénéficient des services améliorés relatifs à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information et des communications qui sont assurés par le Gouvernement et le PAM à leurs partenaires, selon les besoins, afin d'apporter en temps voulu une assistance ciblée, équitable et efficace (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes touchées par une catastrophe bénéficient des services améliorés relatifs à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information et des communications qui sont assurés par le Gouvernement et le PAM à leurs partenaires, selon les besoins, afin d'apporter en temps voulu une assistance ciblée, équitable et efficace (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

Les personnes touchées par une catastrophe bénéficient des services améliorés relatifs à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information et des communications qui sont assurés par le Gouvernement et le PAM à leurs partenaires, selon les besoins, afin d'apporter en temps voulu une assistance ciblée, équitable et efficace (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

4. Soutenir les capacités locales et nationales de réduction et de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les personnes vulnérables touchées par le changement climatique ou par d'autres catastrophes naturelles ou causées par l'homme bénéficient de la mise en œuvre de politiques, plans et programmes locaux et nationaux d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe, qui contribuent à transformer les relations entre les sexes et prévoient des services climatiques et des filets de sécurité réactifs face aux chocs aux fins d'une préparation efficace à l'impact des chocs, sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de l'atténuation de leurs effets aux niveaux individuel, familial et communautaire (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Indicateurs transversaux

C.1.1. Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2. Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Indicateur transversal

C.2.1. Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Indicateurs transversaux

C.3.1. Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3. Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

Indicateur transversal

C.4.1. Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)					
	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2/ cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5/ cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 5/ cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Transferts	3 748 550	3 635 807	4 353 213	8 982 285	20 719 855
Mise en œuvre	61 352	892 223	1 026 642	2 282 205	4 262 422
Coûts d'appui directs ajustés	898 309	1 024 734	1 201 229	2 910 820	6 035 092
Total partiel	4 708 211	5 552 765	6 581 084	14 175 310	31 017 369
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	306 034	360 930	427 770	921 395	2 016 129
Total	5 014 244	5 913 694	7 008 854	15 096 705	33 033 498

Liste des sigles utilisés dans le présent document

ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance